

▶ CHINE

Une vie en dissidence



© Crédit photo

Pendant les vingt années de son exil à Paris, Cai Chongguo fut correspondant du China Labour Bulletin, une association créée à Hong Kong par Han Dongfang, contraint lui aussi de fuir la Chine après les événements de la place Tian'anmen. Retour sur le parcours d'un homme libre qui a pu récemment regagner Hong Kong.

Né en 1955, dans la ville de Wuhan à 1 000 kilomètres de Pékin, Cai Chongguo a dû, à l'issue de ses études et comme la majorité des lycéens sous Mao Tsé-toung travailler deux années dans les rizières, puis deux autres en usine. C'est au contact de cette réalité de terrain qu'il se forgera une conscience politique.

À l'usine, il est chargé de mener des enquêtes sur les conditions de travail des ouvriers. Derrière le modèle socialiste idéal vanté par les autorités, il découvre la corruption et surtout la souffrance du petit peuple chinois. « Un jour, j'ai vu une vieille ouvrière qui poussait difficilement un lourd chariot. Comme elle ne s'est pas écartée assez vite, sa jambe a été broyée par un camion. » Cette image, symbole des injustices sociales que subissent les ouvriers va le hanter. Après ses longues journées de labeur, le jeune homme consigne dans son journal ses réflexions mais aussi ses indignations. Féru de lecture, il dévore les livres « empruntés » à la bibliothèque de son lycée : Hegel, Marx et une histoire de la Révolution française.

Paradoxalement, c'est auprès de son père, fidèle serviteur du Parti, qu'il puisera des valeurs essentielles. « Mon père était responsable d'une entreprise d'État de transport et est devenu plus tard membre du syndicat officiel de l'entreprise. Il est né dans une famille pauvre et doit sa réussite au Parti. Mais c'est un homme intègre qui a su résister à la corruption et qui respectait ses salariés. » Un père fidèle à ses convictions qui ne rejettera pourtant jamais son fils dissident. Après les événements de 1989 (1), il lui écrira, en exil, ces mots révélateurs de cet équilibre difficile : « Je suis convaincu que mon fils a raison et qu'un jour notre Parti le réhabilitera. »

Au cours des années 1980, étudiant en philosophie à Wuhan, Cai découvre les œuvres des existentialistes de Jean-Paul Sartre à Michel Foucault qui renforceront sa conviction que toute réflexion doit déboucher sur l'action. C'est en 1984 qu'il publie ses premiers essais critiques sur l'histoire chinoise contemporaine, dans une revue fondée avec des amis universitaires. Des articles qui lui valent d'être qualifié de « bourgeois réactionnaire » par la presse d'État. « Mais dans le milieu des années 1980, dit-il, nous étions nombreux en Chine à croire aux réformes politiques et économiques, on parlait de démocratie. C'était la période de la Perestroïka, on admirait Gorbatchev. »

Un Pékin en pleine ébullition

En avril 1989, alors qu'il prépare sa thèse sur les philosophes politiques français des XVII^e et XVIII^e siècles, il découvre à la télévision les premiers rassemblements d'étudiants qui réclament démocratie et multipartisme. Le 19 mai, quand il rejoint le mouvement, il est frappé par l'incroyable image d'un Pékin en pleine ébullition autour de l'immense place Tian'anmen transformée en forum permanent de discussion. « On était en colère, mais aussi très inquiets : on savait que les autorités pouvaient à tout moment décréter l'état d'urgence. »

Après l'effroyable répression qui s'abat sur Tian'anmen [dans la nuit du 3 au 4 juin, l'armée chasse les derniers manifestants, faisant de nombreuses victimes, ndlr], Cai fait partie des dissidents activement recherchés par la police. Il fuit en bateau via Hong Kong, avant de rejoindre la France le 14 juillet. Le soir-même, avec d'autres dissidents

chinois, il est l'hôte des autorités françaises pour les cérémonies du bicentenaire de la Révolution. « J'étais abasourdi, étouffé par la douleur, l'horreur des massacres, sonné par la fuite. J'avais tout laissé derrière moi, mon fils de six mois, ma femme, mon poste de prof de philosophie. » Il doit repartir à zéro.

Durant les premiers mois, il vit écartelé entre la douleur de l'exil et l'envie de découvrir cette France, dont il admire la culture. Il apprend le français, obtient une bourse, un studio HLM. « Je lisais tout. J'avais envie de comprendre de l'intérieur cette société. » Très vite, il entre en contact avec les syndicats, le milieu des ONG. Ne pouvant obtenir un poste de professeur – « c'était beaucoup plus difficile que pour les dissidents aux États-Unis », il travaille dans une bibliothèque, puis dans une ONG. À chaque fois que l'occasion lui en est offerte, il décrypte, lors de conférences, l'envers du décor chinois. Et écrira deux livres pour partager son expérience (2).

C'est en 1993, lors d'une conférence aux États-Unis, qu'il rencontre Han Dongfang, lui même expulsé de Chine pour avoir créé le premier syndicat indépendant en 1989.

« Nous avons vécu les mêmes choses, avons la même sensibilité. Il m'a convaincu de rejoindre le China Labour Bulletin. »

En 2010, il peut enfin retourner à Hong Kong où il poursuit, au sein de l'équipe du CLB, son combat pour le droit des travailleurs et la liberté syndicale. ■

Hélène Jullien

(1) Événements qui se déroulèrent place Tian'anmen du 17 avril jusqu'à leur sanglante répression des 3-4 juin 1989.

(2) **Chine, l'envers de la puissance.** Éditions Mango (2005).

J'étais à Tian'anmen. Éditions L'esprit du temps, 2009.

Le dialogue social grignote du terrain

Fondée en 1994, à Hong Kong par Han Dongfang – surnommé par la presse française le « Walesa chinois » –, l'association China Labour Bulletin (CLB) défend le droit des travailleurs et le droit d'association en Chine. Cai Chongguo (voir ci-contre) décrypte le contexte social économique et politique dans lequel l'association tente de faire évoluer les rapports de force sociaux.

FDM : *Comment réagit le pouvoir face à la multiplication des mouvements sociaux ?*

Cai Chongguo : Il faut prendre les mouvements sociaux dans un sens large. C'est toute la société chinoise qui bouge. Depuis dix ans, les historiens ont publié des articles, des ouvrages sur l'histoire moderne très différente de l'histoire officielle. Cette vision pénètre dans les milieux universitaires, intellectuels. Il y a aussi la résistance extraordinaire d'une société civile en train d'émerger, des gens qui, via Internet et le Weibo [le système de micro-blog chinois], dénoncent la corruption, des ouvriers plus conscients de leurs droits. Après soixante-dix ans de communisme où le Parti se définissait comme l'avant-garde du parti ouvrier, affirmant que les ouvriers n'avaient pas besoin de se défendre et de créer de syndicat, où le travail était garanti par les entreprises d'État, la classe ouvrière est en pleine recomposition. Entre 1995 et 2005, 70 millions de salariés qui travaillaient dans les entreprises

d'État ont perdu leur emploi, ou ont été mis en retraite anticipée. Durant la même période, 150 millions de personnes venues du monde paysan – les Mingong – sont devenus des travailleurs très précaires : des individus seuls et déracinés, qui n'ont pas de tradition des luttes collectives.



© Alain Le Bacquer/PictureTank

Comment China Labour Bulletin les aide-t-elle concrètement à s'organiser ?

Aujourd'hui en Chine, les conditions politiques n'existent pas pour créer un syndicat indépendant. Il faut d'abord aider ces Mingong à s'enraciner et créer des liens de solidarité pour que les ouvriers soient plus conscients de leurs droits. Ils doivent être solides pour revendiquer face à des patrons qui ont tous les pouvoirs, ont peur du changement et sont très liés aux autorités locales souvent corrompues. Nous sommes obligés de nous situer dans le cadre du syndicat officiel, mais nous tentons de faire élire des délégués qui représentent réellement les intérêts des salariés. Nous travaillons aussi à tisser de nouveaux réseaux avec des avocats, des journalistes, des ONG en Chine pour aider les salariés à faire valoir leurs droits. Si par exemple, nous sommes alertés par un ouvrier sur un licenciement collectif injuste, nous pouvons faire venir des avocats sur place, avec les sala-

riés, lancer une pétition. Si le tribunal local bloque, nous élargissons la mobilisation, et proposons nos infos à la presse, cela fait le *buz* sur Internet et parfois nous contactons les autorités locales pour débloquer la situation.

Mais quelle est votre marge de manœuvre dans le contexte politique actuel ?

Il faut proposer des solutions réalistes et distinguer le social du politique pour éviter la répression. J'ai beaucoup appris de l'histoire des mouvements sociaux en Europe. En Chine, nous devons briser les tabous et l'autocensure, pour dire que le conflit social c'est normal, et qu'il n'y a pas d'issue par la répression, mais seulement par la négociation. Dans les dernières années, les émeutes, les grèves ont été très nombreuses... et les autorités sont très préoccupées. Si la répression est trop forte, les réactions sont immédiates sur Internet. Alors, actuellement, nous avons un peu plus de marge de manœuvre, même si la situation est très différente selon les régions. Et depuis trois ans, pour changer les rapports de force sociaux, nous mettons en avant les négociations collectives pour trouver des compromis entre patrons, ouvriers et autorités locales. Comme il est beaucoup plus facile pour les Chinois de venir à Hong Kong, nous pouvons désormais former des responsables syndicaux à ce type de négociation. Et nous faisons la preuve par le terrain que les négociations peuvent marcher. Un certain nombre de dirigeants ont vu les résultats et sont conscients de cette nécessaire évolution. Dans cette période qui marque un tournant historique, on a besoin de soutien international comme celui que nous apporte le CCFD-Terre Solidaire. ■

China Labour Bulletin

Afin de promouvoir le droit d'association et le respect des droits de l'homme au travail, le China Labour Bulletin, outre l'appui individuel ou collectif qu'il apporte aux ouvriers en conflit ou victimes de maladies professionnelles œuvre sur plusieurs axes. Travail de recherche (avec une équipe de chercheurs associés) et publications, organisation de conférences thématiques, émissions de radio animées par Han Dongfang qui apportent une aide juridique aux travailleurs, et des programmes de formation des ouvriers à la négociation collective. Le CCFD-Terre Solidaire soutient China Labour Bulletin depuis 2011.